

La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie)

Régime d'assurance soins médicaux et soins dentaires pour les membres de Costco

Vous avez fait un excellent choix en souscrivant une assurance soins médicaux complémentaires auprès de Manuvie. Le présent document contient tous les renseignements sur votre contrat et sur la façon de l'utiliser. Votre contrat comprend le présent police, le Tableau des garanties, les pièces jointes et tout document de modification. La date d'effet - aussi appelée la date d'entrée en vigueur - de la présente police figure au sommaire des renseignements. Veuillez lire attentivement le présent document afin de vous familiariser avec les caractéristiques de votre police et de tirer pleinement avantage de cette dernière.

Les garanties sont fournies par La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie). Nous administrons la présente police et versons des prestations conformément aux modalités et aux restrictions de la police, tant que les primes sont payées. La première prime est exigible avant la date d'effet, et les primes futures sont payées à la date indiquée au sommaire des renseignements.

La présente police renferme des dispositions qui révoquent ou limitent le droit de l'assuré de désigner des personnes à qui ou pour qui des sommes assurées seront payables.

Signé au nom de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie), à Toronto, par :



Roy Gori,
Président et chef de la direction

Garantie de remboursement de 30 jours

Les 30 premiers jours de votre contrat constituent la « période de libre examen ». Si, pendant cette période, vous ne souhaitez pas conserver votre contrat, vous n'avez qu'à nous en aviser.

Nous annulerons votre contrat et vous enverrons un remboursement intégral, moins le montant de toute prestation déjà versée. Si le montant des prestations versées est supérieur au montant des primes que vous avez acquittées, vous devez rembourser la différence. Ce droit d'annulation expire 30 jours après la date de réception de votre contrat et ne s'applique pas aux police réémis, remplacés ou consolidés permettant le maintien en vigueur d'une couverture qui a débuté au titre d'un contrat établi antérieurement. Les droits du bénéficiaire au titre de la présente police, le cas échéant, sont subordonnés à ce droit d'annulation.

La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers
Assurance individuelle
P.O. Box 670, Station Waterloo
Waterloo (Ontario) N2J 4B8
1 866 707-4922 – manuvie.ca

Table des matières

Avant de commencer	4
1 Fonctionnement de votre police	4
Admissibilité	4
Primes	5
Modification de votre police	5
Comment annuler votre contrat	6
Quand un formulaire d'autorisation préalable est-il requis?	6
Comment soumettre un formulaire d'autorisation préalable	6
2 Versement des prestations	7
3 Garanties d'assurance soins médicaux	8
Soins médicaux complémentaires	8
Soins dentaires à la suite d'un accident	8
Services ambulanciers	8
Services de diagnostic- résidents du Québec seulement	9
Équipement médical	9
Appareils auditifs	10
Soins à domicile et soins infirmiers	10
Santé mentale et thérapie	11
Orthèses fabriquées sur mesure	11
Services paramédicaux	11
Prothèses et équipement médical :	11
Fauteuils roulants	11
Soins dentaires	11
Décès ou mutilation par accident	12
Soins de la vue	13
Prestation aux survivants	13
Médicaments sur ordonnance	14
Hospitalisation en chambre à un ou deux lits	15
Prestations en espèces en cas d'hospitalisation	15
Exclusions à l'égard la couverture d'assurance soins médicaux	15

4	Garanties d'assurance soins médicaux en cas d'urgence en voyage	16
	Disponibilité des garanties	16
	Description des prestations	17
	Le Centre d'assistance	20
	Exclusions	21
	Conditions	22
	Présentation d'une demande de règlement d'assurance voyage	23
5	Dispositions additionnelles	24
6	Conditions prescrites par la loi	27
7	Termes utilisés dans la présente police	28

SPÉCIMEN

Avant de commencer

La présente police est un contrat juridiquement contraignant entre vous et nous. Dans la présente police, « vous », « votre », « vos » et « l'assuré » renvoient au titulaire du contrat ou à toute personne assurée. « Nous », « notre », « nos » et « l'assureur » renvoient quant à eux à La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie).

Pour que vous soyez admissible à présenter des demandes de règlement, votre police doit être en règle, ce qui signifie que les primes doivent être payées en entier jusqu'à la date courante. Vous devez être un résident du Canada et être couvert par le régime public d'assurance maladie de votre province ou territoire de résidence.

Nous utiliserons à l'occasion l'expression « conformément aux modalités de la présente police ». Nous pouvons modifier nos modalités sans préavis pour tenir compte des politiques de la Société, des changements économiques, des révisions des frais raisonnables et habituels ou des modifications législatives, y compris les modifications à la législation en matière d'impôt sur le revenu. Les modifications que nous apportons, le cas échéant, aux modalités n'influent pas sur les garanties prévues par la présente police. Nous nous réservons le droit de modifier les primes et les prestations exigibles au titre de la présente police pour quelque raison que ce soit.

Toutes les garanties indiquées dans la présente police s'appliquent à chaque assuré. Nous ne couvrons que les frais raisonnables et habituels engagés à l'égard de soins et services nécessaires du point de vue médical. La présente police comporte des exclusions, des restrictions, des conditions, des franchises, des maximums et des définitions. Veuillez la lire attentivement.

Remarque : Un sens précis a été attribué à certains des termes utilisés dans la présente police. Consultez la section **Termes utilisés dans la présente police** pour vous familiariser avec ces termes et la définition de chacun lorsque vous consultez la présente police.

Si nous mettons à jour le contrat, vous pourrez consulter la version actuelle en ligne à l'adresse manuvie.ca/servicesecurise.

La couverture au titre de ce contrat n'est offerte qu'aux résidents du Canada.

1 Fonctionnement de votre police

Lorsque vous avez souscrit la présente police d'assurance soins médicaux et soins dentaires, nous avons convenu de vous fournir des garanties conformément aux modalités de la présente police si vous payez vos primes. Nous indiquons la date d'effet de votre police dans le sommaire des renseignements. Cette date est également appelée « date d'entrée en vigueur ».

Tous les assurés au titre de votre police bénéficient de la même couverture.

Admissibilité

Pour être admissible à la couverture au titre de la présente police, vous devez satisfaire aux exigences suivantes :

- être membre de Costco au moment de la proposition, à moins que vous ne soyez admissible à titre de conjoint ou d'enfant à charge;
- être un résident du Canada;
- être couvert au titre d'un régime public d'assurance maladie;
- les résidents du Québec doivent être inscrits au régime d'assurance médicaments de la RAMQ ou avoir une couverture équivalente au titre d'un régime collectif; et
- avoir au moins 18 ans à la date de la proposition d'assurance ayant donné lieu au présent police, sauf dans le cas des enfants à charge d'un assuré.

Si nous décidons que vous ou toute autre personne au titre de la police n'êtes pas admissible ou n'êtes pas actuellement admissible, nous pouvons résilier la police immédiatement sans remboursement des primes. Nous pourrions également vous demander de nous rembourser toute prestation que nous vous avons versée après que nous vous ayons informés de la résiliation de votre contrat.

Primes

La prime correspond au montant que nous vous facturons pour votre police d'assurance soins médicaux. La première prime est exigible avant la date d'effet du contrat.

La prime changera si vous modifiez votre couverture d'assurance ou si la couverture que vous avez choisie augmente à une date prévue de renouvellement. Nous vous enverrons un avis au moment où il est prévu que la prime change.

La première prime est exigible avant la date d'effet, puis chaque paiement mensuel est exigible à une date déterminée par nous. Vous pouvez payer vos primes mensuelles par voie de prélèvements automatiques sur votre compte bancaire ou votre carte de crédit. Les paiements doivent être faits en dollars canadiens et prélevés sur un compte établi auprès d'une institution financière canadienne.

Votre contrat reste en vigueur de mois en mois tant que les primes exigibles sont payées à leur date d'échéance. Si vous ne payez pas vos primes, un délai de grâce de 31 jours vous est accordé pour acquitter le montant en souffrance et ainsi maintenir votre contrat en vigueur. La couverture prend fin au dernier jour du délai de grâce si nous ne recevons pas votre paiement. Si un paiement est retourné en raison d'un manque de fonds, nous vous facturerons des frais d'administration de 25 \$.

Nous nous réservons le droit de modifier les primes exigées au titre de la présente police et de réduire les garanties pour toute raison. Le cas échéant, nous vous enverrons un préavis écrit de 30 jours.

Modification de votre police

À mesure que votre vie change, vous pouvez adapter votre police à vos nouveaux besoins. Vous pouvez ajouter ou retirer votre conjoint ou vos enfants de votre police en nous avisant en ligne ou par écrit. Nous pourrions exiger une preuve d'assurabilité lorsque vous ajoutez des personnes à votre couverture après la demande initiale. Nous n'exigeons pas de preuve d'assurabilité pour un nouveau-né si la demande est présentée dans les 30 jours suivant la naissance. Un seul conjoint à la fois peut être couvert au titre du régime.

Vous devez être couvert au titre de la présente police depuis au moins 12 mois consécutifs avant de pouvoir modifier vos garanties.

Vous devez retirer des personnes assurées au titre du régime dans certaines situations :

- un assuré décède;
- votre conjoint et vous divorcez;
- votre résidence principale est différente de celle du titulaire de la police; ou
- un enfant assuré atteint l'âge de 21 ans, se marie, devient orphelin ou obtient un emploi à temps plein.

Les personnes retirées de votre police ont la possibilité de transformer leur couverture en leur propre police si vous communiquez avec nous dans les 30 jours suivant l'annulation de leur couverture. Nous vous fournirons une version révisée du sommaire des renseignements, qui affichera le changement apporté à votre police et le nouveau montant de votre prime.

Vous ne pouvez pas remplacer l'assuré principal, aussi appelé titulaire de la police, par une autre personne.

Nouvelle proposition

Si votre police a été résiliée, vous devez attendre 24 mois avant de pouvoir présenter une nouvelle proposition d'assurance au titre de tout régime individuel (non collectif) d'assurance soins médicaux auprès de Manuvie.

Comment annuler votre contrat

Si vous décidez de mettre fin à votre couverture, vous devez communiquer avec nous en ligne ou appeler notre Centre de service à la clientèle au 1 866 707-4922.

Vous devez communiquer avec nous pour annuler la couverture dans les 30 jours suivant le décès ou le divorce de tout assuré, ou un déménagement à la suite duquel votre résidence principale est différente de celle du titulaire de la police. Vous devez également annuler la couverture d'un enfant assuré lorsqu'il atteint l'âge de 21 ans, se marie, devient orphelin ou obtient un emploi à temps plein. Si une annulation ne nous est signalée qu'après cette période de 30 jours, tout remboursement de primes prévu à l'égard d'un assuré décédé ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité se limite à un montant correspondant aux primes acquittées pour une période maximale de 12 mois.

Pour nous joindre

Vous pouvez nous envoyer des avis, des demandes d'annulation et des documents en ligne. Allez sur le site manuvie.ca/servicesecurise, puis cliquez sur **Communiquez avec nous**.

Quand un formulaire d'autorisation préalable est-il requis?

Lorsque vous obtenez une autorisation préalable pour un produit ou un service, vous savez à combien s'élève la prestation que vous pouvez vous attendre à recevoir avant de payer le produit ou le service. Dans certains cas, nous vous recommanderons également des fournisseurs de services dans votre secteur. Vous devez nous faire parvenir un formulaire d'autorisation préalable signé par un professionnel de la santé avant d'acheter les produits ou de recevoir les services suivants ou de prendre des dispositions à leur égard :

- oxygène
- fauteuil roulant non électrique standard;
- lit d'hôpital ajustable;
- soins à domicile ou soins infirmiers;
- appareils auditifs;
- prothèses;
- les orthèses;
- tout équipement médical de plus de 300 \$;
- soins dentaires en cas d'accident.

Comment soumettre un formulaire d'autorisation préalable

Une fois que vous aurez rempli toutes les sections et que le médecin – ou l'infirmier praticien – et le représentant du fournisseur auront ajouté leurs commentaires, vous pourrez numériser le formulaire et l'envoyer en ligne de façon sécurisée à l'adresse manuvie.ca/servicesecurise.

Si vous envoyez le formulaire par la poste, veuillez en conserver une copie pour vos dossiers. L'original des formulaires et des reçus ne vous sera pas retourné. Envoyez le formulaire dûment rempli à l'adresse suivante :

Assurance individuelle, Manuvie
Demandes de règlement pour soins médicaux – Autorisation préalable
P.O. Box 670, Station Waterloo
Waterloo (Ontario) N2J 4B8

Nous vous informerons du montant approuvé par courriel ou par la poste. Veuillez joindre à votre demande de règlement en ligne ou par la poste votre avis d'autorisation préalable et la facture complète du fournisseur indiquant le montant remboursé par le régime provincial ou territorial applicable.

2 Versement des prestations

Lorsque vous avez souscrit la présente police d'assurance soins médicaux complémentaires, nous avons convenu que si vous payez vos primes, nous vous offrirons une couverture d'assurance conformément aux modalités de la présente police. Vos garanties d'assurance soins médicaux sont propres aux options de couverture que vous avez choisies. Reportez-vous au sommaire des renseignements pour obtenir des précisions sur votre couverture et au Tableau des garanties pour obtenir une liste des garanties, des réductions, des restrictions et des exclusions.

Nous rembourserons les frais admissibles par dépôt direct ou par chèque au titulaire de la police ou au fournisseur de services dans un délai de 60 jours. Si le titulaire de la police décède, nous verserons la prestation à sa succession. Toutes les prestations et les montants sont en dollars canadiens et ne génèrent pas d'intérêts.

Si vous engagez des frais admissibles pour des soins, des services ou des fournitures décrits dans de la présente police, ou si vous êtes atteint d'une maladie ou subissez une blessure ou un autre sinistre donnant droit à des prestations, nous verserons ces prestations à l'égard des frais admissibles :

- que nous considérons comme raisonnables, habituels et normaux. Cela signifie que les frais n'excèdent pas les frais normalement exigés par d'autres fournisseurs de services de catégorie similaire dans la même région pour le même traitement;
- en fonction des maximums prévus par votre police;
- conformément aux exclusions, restrictions, dispositions et modifications de la présente police;
- qui sont nécessaires du point de vue médical et prescrits par un médecin, un infirmier praticien, un dentiste, un denturologiste ou un autre professionnel de la santé autorisé;
- qui ne sont pas couverts au titre d'un régime public d'assurance maladie;
- qui sont payables conformément à la loi;
- pour lesquels nous recevons toutes les preuves écrites que nous demandons (comme des reçus) dans les 12 mois suivant la date à laquelle ils sont engagés.

Nous ne versons aucune prestation à l'égard de ce qui suit :

- frais couverts au titre d'un régime public d'assurance maladie;
- services ou fournitures payables ou disponibles, qu'une liste d'attente existe ou non, au titre d'un régime ou d'un programme offert par le gouvernement, à moins que la présente garantie n'indique qu'ils sont couverts;
- médicaments sur ordonnance, services ou fournitures qui ne sont pas approuvés par Santé Canada ou un autre organisme de réglementation gouvernemental;
- services, fournitures ou traitement qui ne sont généralement pas reconnus par le corps médical canadien comme étant appropriés, efficaces ou nécessaires pour le traitement d'un accident, d'une blessure ou d'une maladie d'après les critères communément acceptés en matière de soins médicaux au Canada;
- services, fournitures, appareils ou articles qui ne sont pas admissibles comme des frais médicaux en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* Canada, sauf s'ils sont couverts au titre de la présente police.

3 Garanties d'assurance soins médicaux

Les garanties d'assurance soins médicaux offertes au titre de la présente police sont décrites ci-dessous. Elles sont soumises à des restrictions, des exclusions et des réductions de couverture, lesquelles sont indiquées dans la description de certaines garanties, dans une rubrique distincte ou au Tableau des garanties. Les garanties décrites dans la présente partie du police ne s'appliquent peut-être pas toutes à votre cas. Veuillez vous reporter au tableau des garanties pour obtenir des précisions sur la couverture choisie. Votre participation aux programmes de remise des fabricants et aux régimes gouvernementaux pertinents est obligatoire en ce qui concerne toutes les prestations applicables. Les frais doivent être engagés dans votre province ou territoire de résidence pour être admissibles.

Soins médicaux complémentaires

Les frais engagés pour les soins, les services et les fournitures énumérés dans cette section sont remboursés sous réserve des maximums stipulés au Tableau des garanties de la présente police.

Soins dentaires à la suite d'un accident

Frais liés au traitement de dents naturelles requis à la suite d'une blessure accidentelle à la tête ou à la bouche, mais non à cause d'un objet placé intentionnellement ou non dans la bouche. Ne s'applique qu'aux blessures subies après la date d'effet du police.

Vous devez :

- obtenir notre autorisation préalable avant de commencer tout traitement visant à soulager la douleur, sauf dans le cas d'un traitement d'urgence. Les frais non remboursés sont à votre charge;
- nous envoyer une estimation écrite par le dentiste traitant, décrivant les circonstances de l'accident, l'état des dents avant l'accident, le traitement proposé et son coût. Cette étape est aussi connue sous le nom de détermination préalable des prestations;
- nous signaler la blessure dans les 90 jours suivant la date de l'accident;
- vous assurer que le traitement commence dans les 90 jours suivant la date de l'accident et se termine dans l'année qui suit la date de l'accident.

Nous analyserons le plan de traitement et vous aviserons du montant remboursable. Par ailleurs :

- nous calculerons le montant des prestations d'après les honoraires du guide des tarifs conseillés aux dentistes généralistes en vigueur dans la province ou le territoire où les services sont donnés, au moment où ils sont donnés;
- nous déterminerons le montant payable si le plan de traitement prévoit une fourchette d'honoraires, des frais de laboratoire ou d'autres circonstances particulières.

Nous ne rembourserons pas les frais engagés après l'annulation de la présente police ou de la couverture d'un assuré au titre de la présente police.

Nous nous réservons le droit de prendre en considération les autres interventions, services, séries de traitements et matériaux disponibles, et de verser des prestations correspondant à l'option la moins coûteuse qui produirait des résultats professionnels adéquats et conformes aux normes reconnues en pratique dentaire. Le recours antérieur à une intervention, à un service, à une série de traitements ou à des matériaux semblables n'a aucune incidence sur cette disposition. Nous nous réservons également le droit de refuser le remboursement si un plan de traitement n'est pas approuvé avant la fin du traitement.

Services ambulanciers

Nous remboursons la différence entre le montant remboursé par le régime public d'assurance maladie et les frais raisonnables, habituels et normaux pour le transport, nécessaires du point de vue médical, par service ambulancier terrestre ou aérien, vers votre province ou territoire de résidence. Il n'y a pas de maximum la vie durant. Nous ne payons pas le transport à l'hôpital par service ambulancier privé et les services ambulanciers pour le transport de l'hôpital à une résidence ou une maison de retraite.

Services de diagnostic– résidents du Québec seulement

Frais pour les actes diagnostiques suivants :

- Tomodensitogrammes
Examens nécessaires pour le diagnostic ou le traitement d'une maladie ou d'une blessure, prescrits ou demandés par le médecin ou l'infirmier praticien traitant.
- Échogrammes
Examens échographiques effectués dans une clinique ou un cabinet privé.
- Imagerie par résonance magnétique (IRM)
IRM nécessaire pour le diagnostic ou le traitement d'une maladie ou d'une blessure, lorsqu'elle est prescrite ou demandée par un médecin ou un infirmier praticien.
- Épreuves de laboratoire
Analyses de sang recommandées par un médecin ou un infirmier praticien et effectuées par un infirmier dans une clinique privée, un laboratoire, une pharmacie ou à la maison, analyses d'urine et prélèvements de gorge effectués dans une clinique privée et nécessaires à la suite d'un accident ou au diagnostic ou au traitement d'une maladie, jusqu'à concurrence du maximum global payable par catégorie indiqué au Tableau des garanties.
- Test de dépistage de l'antigène prostatique spécifique (APS)
Analyse requise pour le diagnostic ou le traitement d'une maladie, lorsqu'elle est prescrite ou demandée par le médecin ou l'infirmier praticien traitant.
- Analyse CA 125
Analyse requise pour le diagnostic ou le traitement d'une maladie, lorsqu'elle est prescrite ou demandée par le médecin ou l'infirmier praticien traitant.
- Audiologiste
Honoraires de l'audiologiste.

Équipement médical

Avant tout achat de prothèse ou d'équipement médical de plus de 300 \$, vous devez nous faire parvenir un formulaire d'autorisation préalable indiquant les frais liés à l'achat, à la location à bail ou à la location de l'équipement. Nous analyserons l'estimation et déterminerons le montant payable, le cas échéant.

Si la somme des frais de location d'un équipement, pour la durée d'utilisation estimée par le médecin ou l'infirmier praticien, est plus élevée que le coût d'achat de l'équipement, nous pourrions choisir de rembourser un montant correspondant au prix d'achat initial de l'équipement plutôt qu'aux frais de location à bail des articles tels que :

- plâtres, canes et béquilles
- déambulateurs et déambulateurs avec repose-genou
- oxygène : vous devez soumettre un formulaire d'autorisation préalable signé par un professionnel de la santé

Nous nous réservons le droit d'exiger que vous achetiez l'équipement auprès d'un fournisseur privilégié.

Exclusions : aucune prestation ne sera versée pour l'équipement médical suivant :

- les concentrateurs d'oxygène portables et l'oxygène utilisés à l'extérieur de la maison, y compris les concentrateurs d'oxygène et l'oxygène utilisés pendant un voyage effectué par voie aérienne, terrestre, maritime ou ferroviaire, ou par d'autres moyens;
- l'achat ou le financement d'un triporteur ou d'un quadriporteur motorisé, d'un fauteuil roulant motorisé pour enfant ou adulte, d'un fauteuil roulant bariatrique, d'une poussette pédiatrique spécialisée pour le transport d'enfants, d'une base de positionnement pédiatrique (à bascule dynamique manuelle) légère ou d'un fauteuil roulant léger standard;

- les composantes et la réparation de fauteuils roulants, y compris la rembourrure et le tissu, les composantes des repose-pieds rabattables et amovibles, les repose-pieds ou repose-jambes, l'appui-dos et les composantes de l'appui-dos, les accoudoirs, les freins et les pièces de rechange pour freins, les rallonges pour freins, les roulettes avant, les roues, la quincaillerie servant au soutien latéral et les pièces optionnelles fabriquées sur mesure servant au soutien latéral, la quincaillerie pour le pommeau, le pommeau ou le dispositif abducteur, les ceintures de positionnement, le coussin de siège, la quincaillerie pour le coussin de siège, le siège de remplacement, le plateau et le plateau de remplacement, le levier de commande et le levier de commande de remplacement, le dispositif de basculement et d'inclinaison mécaniques, le boîtier de commande ou le dispositif de motorisation d'appoint;
- les frais qui excèdent ceux prévus par nos lignes directrices, qui sont plus élevés que ceux que nous considérons comme raisonnables, habituels et normaux ou qui portent sur des appareils qui ne figurent pas sur notre liste d'appareils approuvés;
- les frais associés à un double ou un remplacement d'appareil de prothèse, d'appareillage prothétique ou de matériel médical qui ne sont pas conformes à ceux prévus par nos lignes directrices à l'égard de tels remplacements.

Appareils auditifs

Les frais portant sur des appareils auditifs doivent d'abord être présentés au titre du Programme des appareils et accessoires fonctionnels (PAAF) du gouvernement, puis une demande de règlement peut nous être envoyée pour tout solde. Vous devez soumettre un formulaire d'autorisation préalable signé par un professionnel de la santé. Les prestations peuvent être versées jusqu'à concurrence du montant maximal indiqué dans le Tableau des garanties et comprennent l'achat des premières piles et la réparation des appareils auditifs.

Exclusions : aucune prestation ne sera versée à l'égard de ce qui suit :

- l'examen médical ou audiométrique, ou l'évaluation de l'ouïe;
- le remplacement des piles.

Soins à domicile et soins infirmiers

Honoraires :

- d'un infirmier autorisé (inf. aut.), d'un infirmier auxiliaire autorisé (inf. aux. aut.) ou d'un préposé aux services de soutien à la personne;
- d'un ergothérapeute.

Pour être admissibles, les services doivent comprendre des éléments principaux de soins personnels, être certifiés comme nécessaires du point de vue médical et ils ne peuvent être fournis qu'à votre résidence principale. Vous devez nous soumettre un formulaire d'autorisation préalable signé par un médecin ou un infirmier praticien. Nous vous informerons du type de soignant et de la durée des services admissibles approuvés. Pour les besoins urgents et immédiats, communiquez avec notre centre d'appels au 1 866 707-4922.

Exclusions :

- frais et commissions d'agences, les heures supplémentaires ou les montants supérieurs aux frais que nous jugeons habituels, raisonnables et normaux;
- soins dispensés par un membre de la famille;
- services fournis par un membre de la famille;
- frais admissibles dans le cadre d'une couverture semblable au titre d'un régime public;
- repas et entretien ménager, soins de garde;
- soins de répit, services dans un hôpital/un établissement de soins de longue durée/une aile des maladies chroniques/un centre de réadaptation à faible intensité;
- supervision, la/surveillance, le magasinage et le transport aller-retour vers le domicile ou vers le bureau d'un professionnel de la santé, et soins dispensés par un aide familial résidant.

Santé mentale et thérapie

Frais liés à des services de consultation directe d'un psychologue autorisé, d'un conseiller clinicien, d'un psychothérapeute autorisé, d'un thérapeute matrimonial et familial autorisé, d'un orthophoniste ou d'un travailleur social autorisé, que l'assuré consulte pour la gestion du stress, de problèmes émotionnels, de problèmes d'apprentissage et de comportement et de problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie.

Orthèses fabriquées sur mesure

Frais liés à l'achat d'orthèses sur mesure, plâtre ou topographie. Vous devez nous soumettre un formulaire d'autorisation préalable rempli par un médecin, un infirmier praticien, un podologue ou un podiatre.

Services paramédicaux

Honoraires des praticiens autorisés suivants, jusqu'à concurrence de la différence entre la somme remboursée par votre régime public d'assurance maladie et les frais raisonnables, habituels et normaux engagés pour les services : acupuncteur, chiropraticien, ostéopathe, naturopathe, chiroprodiste, podiatre, physiothérapeute, massothérapeute et diététiste. Nous pouvons exiger une autorisation écrite par un médecin ou un infirmier praticien pour la première consultation.

Prothèses et équipement médical :

Avant tout achat de prothèse ou d'équipement médical de plus de 300 \$, vous devez nous faire parvenir un formulaire d'autorisation préalable indiquant les frais liés à l'achat, à la location à bail ou à la location de l'équipement. Nous analyserons l'estimation et déterminerons le montant payable, le cas échéant.

Si la somme des frais de location d'un équipement, pour la durée d'utilisation estimée par le médecin ou l'infirmier praticien, est plus élevée que le coût d'achat de l'équipement, nous pourrions choisir de rembourser un montant correspondant au prix d'achat initial de l'équipement plutôt qu'aux frais de location à bail des articles tels que :

- membre artificiel standard. Si vous choisissez une prothèse myoélectrique ou sportive est choisie, nous ne couvrirons que le coût d'une prothèse ordinaire.
- œil artificiel, attelles, bandages herniaires, plâtres, collets cervicaux, appareils orthopédiques, à l'exclusion des appareils orthodontiques fixes;
- fournitures pour stomisés, s'il y a abouchement chirurgical;
- perruques en cas de diagnostic lié à un cancer et prothèse mammaire externe à la suite d'une mastectomie;
- bandages ou pansements chirurgicaux stériles, vêtements de compression utilisés après une intervention chirurgicale ou traitement de plaies ouvertes.

Fauteuils roulants

- Frais d'achat ou de location d'un fauteuil roulant standard non électrique une fois tous les cinq ans, conformément aux pratiques de remplacement raisonnables et habituelles. Vous devez soumettre un formulaire d'autorisation préalable signé par un professionnel de la santé. Il y a un maximum la vie durant de 5 000 \$.

Soins dentaires

Veillez consulter le Tableau des garanties pour connaître les montants de couverture au titre de votre régime, le cas échéant.

Nous couvrons les frais engagés pour les soins et les services dentaires, jusqu'à concurrence des honoraires du guide des tarifs conseillés aux dentistes généralistes en vigueur dans la province où les services sont donnés, au moment où ils sont donnés. Les prestations sont soumises au pourcentage de remboursement en premier lieu, puis au montant maximum. Aucune prestation n'est payable pour les soins et les services dentaires donnés à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence, et pour les frais engagés avant la date d'effet du contrat.

Disposition relative aux solutions de remplacement : L'assureur se réserve le droit de prendre en considération les autres interventions, services, séries de traitements et matériaux disponibles, et de verser des prestations correspondant au traitement le moins coûteux qui produirait des résultats professionnels adéquats et conformes aux normes reconnues en pratique dentaire. Le recours antérieur à une intervention, à un service, à une série de traitements ou à des matériaux semblables n'a aucune incidence sur cette disposition.

Services d'entretien continu

- examens
- soins diagnostiques
- soins de prévention
- scellants de puits et fissures – molaires permanentes uniquement (jusqu'à l'âge de 15 ans inclusivement)
- restaurations, y compris les amalgames collés remboursés au prix des amalgames non collés
- détartrage
- surfaçage radiculaire
- extractions sélectives
- polissage

Chirurgie buccale, soins d'endodontie, soins de périodontie et autres soins Offerts seulement avec le régime essentiel et le régime étendu

- appareils de maintien d'espace
- réparation, regarnissage, rebasage et ajustement de prothèses
- anesthésie

Soins de restauration importants (uniquement avec le régime étendu)

Prothèses, y compris les prothèses de qualité supérieure remboursées au prix des prothèses ordinaires Couronnes, y compris les couronnes en amalgame collé remboursées au prix des couronnes en amalgame non collé

- ponts
- soins orthodontiques

Si vous avez besoin de soins de restauration importants, vous devez nous envoyer des radiographies et un plan de traitement rempli par votre dentiste avant le début des soins ou du traitement. Nous communiquerons avec vous pour vous indiquer le montant de couverture admissible au titre de votre régime.

Les frais des modèles d'étude ou de laboratoire engagés au cabinet du dentiste ou dans un laboratoire commercial dans le cadre des services couverts sont inclus.

Décès ou mutilation par accident

La prestation prévue par la présente garantie est versée en cas de perte attribuable directement à une blessure ou à un décès accidentels. Cette garantie couvre l'assuré 24 heures sur 24 contre une blessure et le décès qui résultent directement d'un accident et surviennent dans les 365 jours qui suivent l'accident. La prestation payable au décès de l'assuré est versée à ses ayants droit, sauf si l'assuré en a décidé autrement par écrit. Toutes les autres prestations sont versées à l'assuré.

Si l'assuré subit plusieurs pertes à la suite d'un accident, seule la perte donnant lieu à la prestation la plus élevée fait l'objet d'une indemnisation.

Aucune prestation n'est versée pour les pertes attribuables directement ou indirectement, de quelque façon que ce soit et dans quelque mesure que ce soit, à ce qui suit :

- blessure auto-infligée;
- suicide ou tentative de suicide;
- maladie qui en serait la cause;
- terrorisme, guerre (que les hostilités soient déclarées ou non) ou participation à une émeute ou à une insurrection;
- la perpétration ou la tentative de perpétration d'un acte criminel;
- conduite d'un véhicule par un assuré dont les facultés sont affaiblies par la drogue, d'autres substances toxiques ou un taux d'alcoolémie supérieur à la limite légale. « Véhicule » s'entend de tout moyen de transport tiré, propulsé ou mû par quelque moyen que ce soit, y compris automobile, camion, motocyclette, mobylette, bicyclette, motoneige et bateau;
- accident aérien, sauf si l'assuré voyage à titre de passager payant dans un appareil ayant une capacité de six passagers ou plus sur une ligne aérienne commerciale ou un vol nolisé; ou
- participation à des sports professionnels ou à des courses de vitesse au moyen d'un véhicule motorisé (par « véhicule », il faut entendre tout moyen de transport qui est tiré, propulsé ou mû par quelque moyen que ce soit, ce qui inclut notamment les automobiles, les camions, les motocyclettes, les mobylettes, les bicyclettes, les motoneiges et les bateaux), ou pratique du parachutisme, du deltaplane, du saut à l'élastique, de l'escalade, de la spéléologie ou de la plongée autonome (sauf si vous détenez une attestation de plongée sous-marine d'une école autorisée ou d'un autre organisme d'attribution des attestations).

Soins de la vue

Nous tiendrons compte des frais ci-après engagés si les soins et services sont prescrits par un ophtalmologiste ou un optométriste autorisés et fournis par un ophtalmologiste, un optométriste ou un opticien autorisés, sous réserve du maximum indiqué dans le Tableau des garanties :

- lunettes prescrites, y compris les verres correcteurs et les montures;
- lentilles cornéennes;
- correction de la vue au laser;
- visite chez l'optométriste – cette prestation n'est offerte que lorsque les consultations d'un optométriste ne sont pas couvertes par le régime public d'assurance maladie.

Nous ne versons aucune prestation à l'égard de ce qui suit :

- les lunettes de sécurité et les lunettes de soleil vendues sans ordonnance;
- les services et les fournitures non destinés à votre usage personnel;
- les produits de nettoyage et accessoires pour articles de lunetterie.

Prestation aux survivants

Au titre de cette garantie, pour une période d'une année suivant le décès d'un assuré adulte, la couverture sur la tête de tout autre adulte assuré ou des personnes à charge admissibles, s'il y a lieu, sera maintenue en vigueur et le paiement des primes ne sera pas exigé.

Médicaments sur ordonnance

Veillez consulter le Tableau des garanties pour connaître les montants assurés.

Nous rembourserons uniquement les frais engagés pour des médicaments génériques et des médicaments figurant sur la Liste de médicaments essentiels de Manuvie (« la liste ») ou sur la liste de la *Régie de l'assurance maladie du Québec* (RAMQ) pour les résidents du Québec, au moment de la présentation de la demande de règlement.

La liste, établie et gérée par nous, indique tous les médicaments admissibles, ainsi que les teneurs, les formes posologiques et les numéros d'identification des médicaments (DIN). Elle est dynamique et peut changer en fonction des études pharmoéconomiques. Lorsqu'un médicament tout aussi sûr et efficace, mais moins coûteux est disponible, nous mettons la liste à jour en conséquence.

Nous pourrions vous demander d'essayer d'abord les médicaments moins chers.

Votre régime détermine quelle liste de médicaments s'applique à vous :

- Régime de base – Liste de médicaments essentiels de Manuvie
- Régime essentiel et régime étendu – Liste de médicaments à substitution obligatoire des médicaments génériques

Nous déterminons le montant payable en fonction du montant le moins élevé entre le coût du médicament et le coût de l'équivalent générique le moins cher. Les médicaments doivent être prescrits par un médecin, un infirmier praticien ou un dentiste et délivrés par un pharmacien autorisé. Certains médicaments nécessitent une autorisation préalable.

Exclusions :

Régime de base seulement

- les médicaments de marque de sources multiples
- les médicaments de marque prescrits en remplacement à un médicament générique en raison d'une réaction allergique
- les médicaments de marque ou médicaments génériques de substitution plus coûteux si la mention « sans substitution » est inscrite sur l'ordonnance
- les médicaments figurant sur la liste des médicaments nécessitant une autorisation préalable de Manuvie
- vaccins et médicaments préventifs (par voie orale ou injection)
- médicaments contre l'obésité

Régimes de base, essentiel et étendu

- les médicaments en vente libre;
- les vitamines (sauf les vitamines injectables), les préparations de vitamines ou de minéraux, les suppléments alimentaires et les produits destinés au grand public, qu'ils soient prescrits ou non;
- les suppléments diététiques, vitamines et aliments pour nourrissons, y compris les produits de santé naturels, les produits nutritionnels, les suppléments de fer, les suppléments de potassium, les produits anti-âge, les produits cosmétiques et pour la pousse de cheveux, les produits homéopathiques et les probiotiques;
- le coût des injections, des sérums et des vaccins;
- les vitamines injectables pour la perte de poids ou pour le traitement par chélation;
- les tests de dépistage relatifs à une pandémie;
- la prophylaxie pré-exposition;
- les médicaments remboursés au titre d'un régime gouvernemental;
- les médicaments dont la vente au grand public est interdite au Canada;
- tout médicament administré en milieu hospitalier;
- les médicaments contre la dysfonction érectile;
- les produits de désaccoutumance du tabac;

- la partie d'une ordonnance qui concerne des médicaments qui :
 - excède une provision de trois mois, ou
 - couvre une période pour laquelle la prime n'a pas été payée;
- la procréation médicalement assistée;
- les appareils, capteurs et transmetteurs pour la surveillance en continu du glucose;
- les appareils de perfusion sous-cutanée en continu d'insuline, pompes à insuline et fournitures connexes;
- les glucomètres;
- les appareils ou capteurs flash de surveillance du glucose;
- les exclusions stipulées dans la contre-proposition, le cas échéant.

Résidents du Québec

Dans le cas des frais engagés pour des médicaments sur ordonnance qui figurent sur la Liste des médicaments couverts au titre du régime d'assurance médicaments de base administrée par la RAMQ et sur la Liste de médicaments à substitution obligatoire des médicaments génériques de Manuvie, vous aurez droit au remboursement des coûts qui ne sont pas pris en charge par votre régime (à l'exclusion des frais qui ne sont pas couverts en raison de l'existence d'un médicament générique).

Hospitalisation en chambre à un ou deux lits

Consultez le Tableau des garanties pour vérifier si cette couverture est incluse dans votre régime et pour connaître le montant maximal de couverture. Si vous êtes hospitalisé dans votre province ou territoire de résidence en raison d'une maladie ou d'une blessure, nous paierons les frais d'hospitalisation quotidiens en chambre à deux lits ou à un lit, en excédent du tarif d'hospitalisation en salle commune.

Si vous êtes enceinte depuis moins de 21 semaines à la date de signature de la proposition, nous couvrirons un maximum de 2 jours d'hospitalisation si celle-ci découle de la grossesse ou de complications y afférentes. Vous n'êtes pas admissible à la couverture en cas de grossesse ou de complications de grossesse si vous êtes enceinte de 21 semaines ou plus à la date de la proposition.

La garantie ne couvre pas les frais engagés dans un hôpital privé, un hôpital pour malades chroniques, une aile des maladies chroniques d'un hôpital général, un centre de réadaptation à faible intensité à e ou la salle de transition d'un hôpital.

Prestations en espèces en cas d'hospitalisation

Consultez le Tableau des garanties pour vérifier si cette couverture est incluse dans votre régime et pour connaître le montant maximal de couverture. Si vous êtes hospitalisé en salle commune en raison d'une maladie ou d'une blessure, nous paierons le montant indiqué dans le Tableau des garanties. Aucune prestation n'est versée si vous êtes hospitalisé dans une unité de traitement des maladies chroniques d'un hôpital ou dans un hôpital privé.

Exclusions à l'égard la couverture d'assurance soins médicaux

Outre les exclusions stipulées dans le présent contrat, aucune prestation n'est versée pour ce qui suit :

- frais remboursables au titre d'un régime public d'assurance maladie ou d'un programme de remise d'un fabricant;
- soins, services et fournitures à but esthétique, sauf en cas de chirurgie visant à réparer ou à remplacer les tissus endommagés à la suite d'une maladie ou d'une blessure;
- médicaments, tests, services, traitements et fournitures qui ne sont pas nécessaires du point de vue médical ou qui, selon nous, sont de nature expérimentale;
- tests de dépistage relatifs à une pandémie;
- frais qui excèdent ceux prévus par nos lignes directrices ou ceux que nous considérons comme raisonnables, habituels et normaux, et frais portant sur des appareils qui ne figurent pas sur notre liste d'appareils approuvés;

- hospitalisation ayant commencé à la date d'effet du contrat ou avant, sauf si elle résulte d'une urgence survenue après la date de signature de la proposition;
- services, équipement et fournitures offerts par un hôpital ou un établissement pour malades chroniques ou pour soins psychiatriques, l'aile d'un hôpital pour malades chroniques ou pour soins psychiatriques ou en cas d'hospitalisation dans un établissement de soins de longue durée ou dans une aile de transition d'un hôpital de soins de courte durée, ou frais pour les services, l'équipement et les fournitures offerts au nom de l'un de ces établissements;
- frais relatifs à une maladie, à une blessure ou à une autre perte et dont la prise en charge au titre du présent contrat est interdite par la loi;
- prothèses, appareils orthopédiques ou équipement médical additionnel ou de remplacement qui ne satisfont pas à nos lignes directrices en matière de remplacement;
- services admissibles engagés à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence, qui sont supérieurs à la prestation que nous aurions versée si les services avaient été fournis dans votre province ou territoire de résidence. Cela est déterminé à la date à laquelle le dernier service a été fourni à l'extérieur de la province ou du territoire de résidence;
- acte ou accident de guerre, qu'elle soit déclarée ou non, ou participation à tout genre de conflit militaire ou à un acte terroriste;
- tous frais qui ne sont plus payables au titre d'un programme gouvernemental après la date d'effet du contrat;
- les médicaments, les services et les fournitures que l'on se prescrit soi-même, que l'on prescrit à un membre de la famille ou qui sont prescrits par un membre de la famille;
- frais relatifs à une maladie, à une blessure ou à une autre perte expressément mentionnée dans la lettre de contre-proposition signée et acceptée par le titulaire du contrat, le cas échéant;
- services ou fournitures payables ou disponibles, qu'une liste d'attente existe ou non, au titre d'un régime ou d'un programme offert par le gouvernement, à moins que la présente garantie n'indique qu'ils sont couverts;
- médicaments sur ordonnance, services ou fournitures qui ne sont pas approuvés par Santé Canada ou par tout autre organisme de réglementation gouvernemental;
- services, fournitures ou traitement qui ne sont généralement pas reconnus par le corps médical canadien comme étant appropriés, efficaces ou nécessaires pour le traitement d'un accident, d'une blessure ou d'une maladie d'après les critères communément acceptés en matière de soins médicaux au Canada;
- services, fournitures, appareils ou articles qui ne sont pas admissibles comme des frais médicaux en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, sauf s'ils sont couverts au titre du présent contrat.

4 Garanties d'assurance soins médicaux en cas d'urgence en voyage

Cette garantie est automatiquement incluse dans votre régime et n'est offerte qu'aux personnes de moins de 65 ans. Veuillez vous reporter au Tableau des garanties pour obtenir des précisions sur la couverture prévue par votre régime.

Disponibilité des garanties

Voir le Tableau des garanties pour connaître les montants assurés.

La garantie Soins médicaux d'urgence en voyage est offerte aux résidents du Canada et couvre la partie des frais admissibles non prise en charge par le régime public d'assurance maladie. Les prestations sont versées pour les soins, les services ou les fournitures nécessaires du point de vue médical en raison d'une urgence (maladie ou blessure) survenue à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence. Les prestations sont versées jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$ CA pour chaque incident.

Veuillez prendre note de ce qui suit :

- Une franchise de 100 \$ CA s'applique à chaque incident ou à chaque demande de règlement non liés.
- Vous devez répondre aux critères d'admissibilité de la présente police, et bénéficier d'une couverture pour soins médicaux d'urgence en voyage valide pendant toute la durée du voyage. Si elle ne couvre pas toute la durée d'un voyage, vous pouvez obtenir une prolongation de la période d'assurance, mais elle doit être souscrite avant votre départ.

- Seuls les frais engagés en raison d'une urgence survenant à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence pendant la période couverte (comme il est indiqué dans le Tableau des garanties) sont remboursables. Par exemple, si la période de couverture est de neuf jours, l'urgence médicale doit avoir lieu pendant les neuf premiers jours de votre voyage. La période de couverture de neuf jours commence au moment où vous traversez la frontière de votre province ou territoire de résidence. Si vous voyagez par avion, elle commence au moment où l'avion décolle.
- La garantie soins médicaux d'urgence prend fin à la première des éventualités suivantes :
 - la date de votre retour dans votre province ou territoire de résidence,
 - la date à laquelle vous atteignez votre nombre maximal de jours pour chaque voyage, ou
 - la date d'expiration de la police, à votre 65^e anniversaire.
- Votre couverture comprend un nombre illimité de voyages effectués à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence au cours de l'année, sous réserve des conditions suivantes :
 - Chaque voyage est limité au nombre de jours précisé dans votre régime, sauf si une prolongation de la période d'assurance est souscrite,
 - Un voyage prend fin lorsque vous retournez dans votre province ou territoire de résidence, ou lorsque la période de couverture est terminée. Cela comprend la couverture additionnelle souscrite au moyen d'un contrat de prolongation de la période d'assurance voyage,
 - Vous devez demeurer dans votre province ou territoire de résidence pendant au moins 24 heures avant qu'un autre voyage soit admissible à la couverture.
- Vous pouvez prolonger la période d'assurance si le voyage :
 - excède le nombre maximal de jours de couverture prévu par votre régime, ou
 - doit se poursuivre après la date d'expiration indiquée dans votre avis de confirmation.
- Pour prolonger la période d'assurance, vous devez :
 - soit souscrire une prolongation de la période d'assurance pour les jours additionnels requis avant la date d'expiration de son régime Voyages multiples;
 - soit souscrire un nouveau régime Voyages multiples Soins médicaux d'urgence, sans interruption de couverture, à condition que la durée totale du voyage n'excède pas la durée maximale que vous avez choisie.

Si le régime Voyages multiples n'est pas établi par Manuvie, il vous incombe de vérifier si votre régime d'assurance existant permet une prolongation de la période d'assurance sans perte de couverture. Si vous demandez une prolongation de la période d'assurance, il vous faudra peut-être répondre à des questions sur votre état de santé.
- Aux fins de la présente garantie, les jours de l'année civile servent à déterminer le décompte des jours. Le jour du départ, le jour de l'arrivée et chaque jour civil entre les deux sont comptés comme une journée.

Si vous ne communiquez pas avec le Centre d'assistance dans les 24 heures suivant l'hospitalisation, les prestations payables au titre de la présente garantie seront limitées à 70 % des frais remboursables, sous réserve d'un maximum de 25 000 \$ CA. Nous renoncerons à cette condition si vous ou votre compagnon de voyage êtes incapable de téléphoner dans les 24 heures suivant l'incident en raison d'une maladie ou d'une blessure invalidante ou aiguë.

Description des prestations

Sous réserve de toute autre disposition prévue dans la présente police, le régime prévoit le versement de prestations jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$ CA par assuré pour les frais habituels, raisonnables, et normaux engagés au cours de la période de voyage couverte à l'égard de ce qui est couvert.

Soins dentaires à la suite d'un accident

Traitement visant à réparer des dents naturelles à la suite d'un coup accidentel d'origine externe, reçu à la bouche ou à la tête, jusqu'à concurrence de 2 000 \$ CA. Vous devez consulter un médecin, un infirmier praticien ou un dentiste immédiatement après l'accident et obtenir un rapport d'accident du professionnel de la santé aux fins de la demande de règlement. La prestation maximale inclut tous les coûts liés au traitement.

Transport aérien

Dans le cas d'une urgence médicale, le coût de votre retour au Canada pour traitement médical immédiat. Toutes les ententes de transport aérien doivent être autorisées au préalable par nous et coordonnées par le Centre d'assistance.

- La prestation couvre le coût additionnel pour l'achat du billet au tarif aérien le plus économique et,, au besoin, le tarif aérien le plus économique additionnel pour vous transporter par civière vers l'hôpital ou l'installation de soins de santé appropriée la plus proche au Canada.
- Lorsque nous – ou la compagnie aérienne – déterminons que vous devez être accompagné par un auxiliaire médical qualifié qui n'est pas un membre de votre famille, nous prendrons en charge les frais habituels, raisonnables, et normaux demandés par l'auxiliaire médical inscrit dans le territoire où le traitement est dispensé, y compris le tarif aérien le plus économique, l'hébergement et les repas, au besoin.

La présente garantie, suppose que vous ne détenez pas un billet d'avion retour ouvert. Si vous utilisez le service d'ambulance aérienne ou de transport aérien, la portion non utilisée de votre billet d'avion doit nous être remise. La garantie s'applique également à un membre de la famille qui est aussi couvert par un régime d'assurance voyage de Manuvie et qui voyage avec le patient au moment où la maladie est apparue ou au moment de la survenance de la maladie ou de la blessure.

Ambulance aérienne

Frais de transport en ambulance aérienne jusqu'à installation de soins de santé appropriée la plus proche ou jusqu'à un hôpital canadien, lorsque nous autorisons ces frais. Le Centre d'assistance doit autoriser au préalable toutes les ententes de transport aérien et prendre les dispositions nécessaires à cet égard.

Ambulance terrestre

Frais de transport en ambulance terrestre autorisé de l'endroit de survenance de la maladie ou de l'accident jusqu'à installation de soins de santé qualifiée la plus proche en mesure de fournir le traitement approprié.

Services de diagnostic

Frais engagés pour les analyses en laboratoire et les radiographies recommandées par le médecin ou l'infirmier praticien traitant.

Honoraires de médecins

Partie des honoraires demandés par un médecin ou un infirmier praticien, non prise en charge par votre régime public d'assurance maladie.

Visite à l'hôpital d'un ami ou d'un membre de la famille

Remboursement du tarif aérien aller-retour le plus économique par l'itinéraire le plus direct à partir du Canada pour un membre de la famille ou un ami, seulement si le Centre d'assistance autorise au préalable toutes les ententes de transport aérien et prend les dispositions nécessaires à cet égard.

Nous exigeons une attestation écrite du médecin ou de l'infirmier praticien traitant indiquant que la situation est suffisamment grave pour qu'il soit requis qu'un ami ou un membre de la famille :

- vous rende visite pendant votre hospitalisation. Vous devez avoir été hospitalisé pendant au moins 7 jours consécutifs à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence;
- identifie la dépouille de l'assuré avant que le corps ne soit remis à la famille, s'il y a lieu;
- s'occupe des enfants à votre charge, s'ils se retrouvent seuls à votre destination à la suite de votre maladie ou blessure.

Hospitalisation

Frais de séjour à l'hôpital en chambre standard ou à deux lits (les frais engagés pour une chambre à un lit ou une suite sont exclus) ou frais engagés pour des services en consultation externe fournis par un hôpital de soins de courte durée relativement à une urgence pendant que vous êtes hors de votre province ou territoire de résidence. Nous couvrons les frais non pris en charge par votre régime public d'assurance maladie.

Frais hospitaliers

Remboursement jusqu'à concurrence de 100 \$ CA par hospitalisation d'urgence en voyage pour couvrir les frais accessoires. Vous devez joindre les reçus originaux à votre demande de règlement.

Repas et hébergement

Nous paierons les frais de repas et d'hébergement dans un établissement commercial, engagés par vous, à raison d'un maximum de 150 \$ par jour et de 1 500 \$ CA par police, si le voyage de retour dans votre province ou territoire de résidence est retardé au-delà de la date de retour prévue en raison d'une maladie ou d'une blessure que vous ou un compagnon de voyage subissez. Un médecin ou un infirmier praticien traitant doit fournir une attestation écrite indiquant que vous ou votre compagnon de voyage êtes incapable de voyager en raison de la maladie ou de la blessure. Les demandes de règlement doivent être accompagnées de rapports médicaux et de reçus originaux détaillés des établissements commerciaux ayant fourni ces services.

Appareils médicaux

Les frais liés aux attelles, plâtres, béquilles, cannes, écharpes, bandages herniaires, déambulateurs et location temporaire d'un fauteuil roulant. Ces appareils doivent être prescrits par un médecin ou un infirmier praticien traitant, avoir été obtenus à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence et être requis à la suite d'un accident ou d'une maladie imprévue.

Services paramédicaux

Honoraires d'un physiothérapeute, chiropraticien, chiroprodiste, podiatre ou ostéopathe dûment autorisé, ainsi que les frais de radiographies lorsque ces dernières sont requises dans le cadre d'un traitement d'urgence, jusqu'à concurrence de 300 \$ CA.

Médicaments sur ordonnance

Médicaments, sérums et préparations injectables prescrits par un médecin, un infirmier praticien ou un dentiste et fournis par un pharmacien, un médecin, un infirmier praticien ou un hôpital autorisé. Cela ne comprend pas les vitamines, les médicaments brevetés et les produits exclusifs requis pour un traitement d'urgence. Vous devez joindre les reçus originaux à votre demande de règlement.

Soins d'un infirmier privé autorisé

Couverture jusqu'à concurrence de 3 000 \$ CA pour les services d'un infirmier privé autorisé qui n'est pas un membre de votre famille et qui, à la demande du médecin ou de l'infirmier praticien traitant, prodigue des soins infirmiers pendant ou aussitôt après l'hospitalisation.

Soulagement d'une douleur aux dents

Traitement pour le soulagement urgent d'une douleur aux dents, à l'exclusion des soins dentaires à la suite d'un accident, jusqu'à concurrence de 200 \$ CA. Le traitement doit être dispensé à plus de 200 km de votre province ou territoire de résidence.

Rapatriement de la dépouille

Maximum de 3 000 \$ CA pour couvrir les frais de préparation et de transport de la dépouille de l'assuré dans sa province ou son territoire de résidence (coût du cercueil non compris) ou jusqu'à concurrence de 2 500 \$ CA pour les frais d'incinération ou d'inhumation du défunt à l'endroit où est survenu le décès, à l'extérieur de la province ou du territoire de résidence de l'assuré décédé.

Traitements – sang

Frais engagés pour le sang total, le plasma sanguin ou les traitements spécialisés utilisant le radium et des isotopes radioactifs, lorsque les traitements sont fournis à la suite d'une hospitalisation d'urgence.

Retour de véhicule

Nous rembourserons, à concurrence de 2 000 \$ CA, les frais pour rapporter votre véhicule, y compris un bateau ou un véhicule récréatif, qu'il s'agisse de votre propre véhicule ou d'un véhicule de location, dans votre province ou territoire de résidence ou à l'agence de location appropriée la plus proche, lorsque vous – ou votre compagnon de voyage – êtes incapable de le faire en raison d'une maladie imprévue ou d'une blessure. Vous devez fournir une attestation médicale écrite et les reçus originaux pour les frais additionnels comme le carburant, l'hébergement, les repas et les billets d'avion. Si votre propre véhicule est volé ou inutilisable en raison d'un accident, le montant des frais de transport aérien le plus économique pour permettre votre retour par l'itinéraire le plus direct dans votre province ou territoire de résidence sera remboursé. Nous exigeons l'original du rapport de police confirmant la perte ou l'accident.

Prolongation automatique de la période d'assurance

La période d'assurance de tout voyage expire à 23 h 59, heure locale, le dernier jour de la période d'assurance ou de la période maximale par voyage au titre de l'assurance voyage. La période d'assurance relative à tout voyage sera prolongée d'office, sans coût additionnel pour vous, jusqu'à concurrence de 72 heures suivant :

- la date de sortie de l'hôpital, lorsque votre retour dans votre province ou territoire de résidence est retardé en raison de votre hospitalisation ou de celle de votre compagnon de voyage et que la période de l'assurance relative au voyage visé expire après l'admission à l'hôpital;
- la date d'expiration de la période de l'assurance relative au voyage visé, lorsque votre retour dans votre province ou territoire de résidence est retardé, sur ordre du médecin ou de l'infirmier praticien traitant, en raison d'une maladie ou d'une blessure accidentelle couverte;
- la date d'expiration de la période d'assurance relative au voyage visé, lorsque votre retour dans votre province ou territoire de résidence est retardé en raison du retard d'un transporteur public (avion, autocar, taxi, train) avec lequel vous devez voyager en tant que passager, ou en raison d'un retard causé par un accident de circulation ou une défaillance mécanique d'une automobile privée en route vers le point de départ. Vous devez joindre à votre demande de règlement des preuves de l'incident ayant causé le retard;
- la date d'expiration de la période d'assurance relative au voyage visé, lorsque votre retour dans votre province ou territoire de résidence est retardé en raison de conditions météorologiques extrêmes rendant la conduite dangereuse. Vous devez joindre à votre demande de règlement des preuves fournies par les autorités locales et le bureau météorologique de la région qui justifient le retard.

Le Centre d'assistance

Le Centre d'assistance offre de l'aide par téléphone. Si vous avez besoin d'assistance pendant que vous êtes à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence, les numéros de téléphone pour nous joindre se trouvent au verso de votre carte d'avantages sociaux. Le Centre d'assistance peut offrir de l'aide dans les circonstances suivantes :

Assistance relative à des services médicaux :

- aide pour trouver un médecin, un infirmier praticien, une clinique ou un hôpital;
- confirmation des frais remboursables à l'hôpital, au médecin ou à l'infirmier praticien;
- paiement des frais remboursables à l'hôpital, au médecin ou à l'infirmier praticien, dans la mesure du possible;
- suivi du traitement médical et information de la famille;
- transport d'un membre de la famille au chevet de l'assuré ou pour identifier le corps du défunt assuré;
- rapatriement de l'assuré à son lieu de résidence, si son état de santé le permet.

Assistance générale :

- aide immédiate dans la plupart des langues les plus parlées;
- assistance pour communiquer avec un membre de la famille, un associé, l'employeur, le médecin ou l'infirmier praticien de famille;
- coordination de la garde sur les lieux des enfants à charge et de leur retour à la maison, , si l'assuré est hospitalisé;
- transmission de messages urgents aux membres de la famille ou aux associés;
- aide à la suite de la perte du passeport ou des billets d'avion;
- aide pour l'obtention de services d'un avocat dans l'éventualité d'un accident grave;
- coordination des services de l'ambassade ou du consulat.

Vous devez être en mesure de fournir le numéro de votre carte d'assurance maladie gouvernementale au Centre d'assistance avant que les paiements puissent être effectués. Assurez-vous d'avoir en votre possession le numéro de votre carte d'assurance maladie gouvernementale et celui de chacun des membres de votre famille.

Exclusions

Outre toute autre exclusion stipulée dans la présente police, nous ne verserons aucune prestation ni n'assumerons aucune obligation à l'égard de toute demande de règlement découlant directement ou indirectement de ce qui suit :

- problème de santé qui n'était pas stable au cours des 9 mois consécutifs qui ont précédé immédiatement la date de votre départ de votre province ou territoire de résidence. Cela comprend toute affection, blessure, maladie ou complication connexe pour laquelle :
 - de nouveaux symptômes sont apparus, les symptômes existants sont devenus plus fréquents ou plus graves, ou des résultats de tests indiquent une aggravation;
 - un médecin, un infirmier praticien ou un autre professionnel de la santé a prescrit ou recommandé la réduction ou l'augmentation de la posologie ou de la fréquence ou l'arrêt de la médication, ou a prescrit de nouveaux médicaments;
 - un médecin, un infirmier praticien ou un autre professionnel de la santé a prescrit ou recommandé un changement de traitement;
 - une admission à l'hôpital a été nécessaire ou vous attendez des résultats d'une investigation plus poussée au cours de la période de neuf mois.

Cette exclusion ne s'applique pas aux affections mineures ou à un changement de médication dont l'ingrédient actif et le dosage sont inchangés (p. ex., médicament générique);

- traitement, soin ou chirurgie facultatifs et non urgents, notamment tout traitement, soin ou chirurgie :
 - qui n'est pas nécessaire pour le soulagement immédiat d'une douleur aiguë;
 - qui pourrait être reporté sur le plan médical jusqu'à votre retour au Canada;
 - que vous choisissiez de recevoir à l'extérieur du Canada à la suite d'un traitement d'urgence ou du diagnostic d'un problème de santé qui, selon les preuves médicales, ne vous empêcherait pas de retourner au Canada avant le traitement ou la chirurgie;
- hospitalisation dans un hôpital autre qu'un hôpital de soins de courte durée;
- traitements ou médicaments expérimentaux ou d'investigation;
- transport aérien d'urgence qui n'a pas été autorisé au préalable par le Centre d'assistance;
- problème de santé pour lequel, avant le départ, les preuves médicales suggèrent qu'un traitement ou une hospitalisation pourrait être raisonnablement nécessaire pendant le voyage;
- prestations de soins médicaux d'urgence excédant 5 millions de dollars canadiens par assuré;
- frais engagés à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence alors que vous auriez pu y retourner sans danger pour votre vie et votre santé;

- voyage à l'extérieur de la province ou du territoire de résidence de tout assuré dans le but d'obtenir principalement ou accessoirement des conseils ou des traitements médicaux, même si le voyage a été recommandé par un médecin ou un infirmier praticien;
- hospitalisation ou services rendus relativement aux examens de santé généraux en vue d'un bilan de santé, au suivi d'une affection existante, aux soins réguliers d'une maladie chronique, à la réadaptation, aux soins continus relativement à l'abus de drogues, d'alcool ou d'autres substances, ou encore à des fins esthétiques;
- voyage réservé ou commencé en dépit des conseils médicaux ou après avoir reçu un pronostic de maladie en phase terminale;
- soins hospitaliers et médicaux pour une naissance à terme, une naissance après la 26e semaine de grossesse, des complications médicales après la 26e semaine de grossesse ou l'interruption volontaire de grossesse. Cette exclusion s'applique autant à vous qu'au nouveau-né;
- traitement nécessaire pour un trouble mental ou nerveux;
- services fournis par un naturopathe ou un optométriste ou pour une chirurgie de la cataracte;
- traitement pour l'abus de médicaments, de substances toxiques ou d'alcool, ou pour l'usage de médicaments sans ordonnance;
- blessure auto-infligée ou blessure infligée à une personne couverte au titre de la présente police, à moins qu'une attestation médicale établisse qu'elles sont reliées à une condition de santé mentale;
- perpétration ou tentative de perpétration d'un acte criminel au sens de la loi en vigueur dans le territoire où l'acte a été commis;
- participation à des sports professionnels ou à des courses de vitesse au moyen d'un véhicule motorisé, ou pratique de sports extrêmes ou de la plongée autonome, sauf si vous détenez une attestation de plongée autonome d'une école autorisée ou d'un autre organisme d'attribution des attestations, ou accident aérien, sauf si vous voyagez à titre de passager payant dans un appareil ayant une capacité d'au moins 6 passagers sur une ligne aérienne commerciale ou un vol nolisé;
- acte ou accident de guerre, déclarée ou non, ou causé par tout genre de conflit militaire notamment un acte terroriste;
- tout problème de santé dont vous êtes atteint ou que vous contractez si les autorités canadiennes avaient publié, avant votre date de départ, un des avis officiels suivants – « Éviter tout voyage non essentiel » ou « Éviter tout voyage » – pour votre pays, région ou ville de destination. Pour consulter les avertissements aux voyageurs, rendez-vous sur le site lié aux voyages du [gouvernement du Canada](#).

Conditions

Ces conditions s'appliquent uniquement à la **Garantie Soins médicaux d'urgence en voyage**.

Cette garantie est offerte uniquement aux résidents couverts par un régime public d'assurance maladie pendant toute la durée du voyage et qui voyagent à l'extérieur de leur province ou territoire de résidence.

Nous ne couvrons que les frais habituels, raisonnables, et normaux engagés en raison d'une urgence médicale. Vous devez nous soumettre des comptes rendus détaillés des services hospitaliers et médicaux fournis et un justificatif satisfaisant des frais engagés. Si vous ne le faites pas, votre demande de règlement pourrait être refusée.

Si le service d'ambulance aérienne ou de transport aérien est utilisé, la portion non utilisée de votre billet d'avion doit nous être remise.

En consultation avec le médecin ou l'infirmier praticien traitant, nous nous réservons le droit de vous transférer dans un autre hôpital ou de vous rapatrier au Canada. Si vous refusez le transfert, nous serons libérés de toute autre obligation ou responsabilité.

Vous devez en tout temps agir de façon à réduire les coûts pour nous.

Prise d'effet et cessation de la couverture

La couverture commence au moment où vous traversez la frontière de votre province ou territoire de résidence. Si vous voyagez par avion, la couverture commence au moment où l'avion décolle. La couverture prend fin à la frontière de votre province ou territoire de résidence, ou lorsque l'avion atterrit dans votre province ou territoire de résidence, au retour à votre lieu de résidence ou à la date d'expiration de la présente police, selon la première éventualité.

Seuls sont remboursables les frais engagés pour des soins médicaux d'urgence pendant que vous êtes à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence pendant la durée de la police.

Lorsque l'urgence médicale prend fin, aucune autre prestation n'est versée pour la poursuite du traitement, la récurrence de la cause de l'urgence médicale ou des complications découlant directement ou indirectement de celle-ci.

Aucune prestation n'est payable pour les frais engagés après la date d'expiration de la présente police, sauf si, pendant la période de couverture, vous êtes admis à l'hôpital et n'obtenez pas votre congé avant la date d'expiration de la période d'assurance.

Quand une autorisation préalable est-elle requise?

L'autorisation préalable du Centre d'assistance est requise pour toutes les interventions, y compris l'imagerie diagnostique, comme l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et la tomodensitométrie. Elle n'est toutefois pas requise lorsque ces interventions sont effectuées dans des circonstances extrêmes d'urgence en soutien aux moyens de diagnostic pour sauver la vie ou un membre. Les actes habituels effectués dans un service d'urgence, notamment les réparations de lacérations mineures, le drainage d'abcès, le retrait de corps étrangers et d'autres actes chirurgicaux mineurs d'urgence, les radiographies pulmonaires et les clichés des os et de l'abdomen, ne nécessitent également pas d'autorisation.

Présentation d'une demande de règlement d'assurance voyage

Pour plus de renseignements au sujet des demandes de règlement d'assurance voyage, veuillez composer le 1 855 857-5919. Lorsque vous communiquez avec le Centre d'assistance lors d'une urgence médicale, vous recevez des directives complètes au sujet de la présentation de votre demande de règlement.

Si vous présentez une demande de règlement au titre de la présente police SANS avoir préalablement communiqué avec le Centre d'assistance avant que les soins médicaux soient fournis, ou si vous demandez le remboursement de frais accessoires, vous devez :

- composer le 1 855 857-5919 pour demander un formulaire Demande de règlement, autorisation et divulgation;
- soumettre le formulaire dûment rempli accompagné des originaux des factures ou reçus détaillés du fournisseur de services et d'un justificatif écrit des sommes payées par le régime public d'assurance maladie ou par tout autre assureur ou régime d'assurance maladie;
- obtenir une déclaration du médecin, de l'infirmier praticien ou de l'hôpital traitant indiquant le diagnostic et le traitement fourni;
- fournir la traduction des documents de demande de règlement présentés dans une autre langue que le français ou l'anglais;
- indiquer votre numéro d'identification, le numéro de votre carte d'assurance maladie gouvernementale avec le code de version (le cas échéant) et la date de naissance du patient;
- présenter la demande de règlement dans les 6 mois qui suivent la date à laquelle les frais ont été engagés;
- envoyer tous les documents pertinents à l'adresse suivante :
Assurance voyage Manuvie
a/s Active Care Management
P.O. Box 1237, Station A
Windsor (Ontario) N9A 6P8
- un formulaire de demande de règlement sera envoyé à l'assuré à la réception des renseignements et documents indiqués ci-dessus.

Veuillez noter que TOUS les renseignements doivent être fournis dans le formulaire de demande de règlement. Si des renseignements sont manquants, le traitement de la demande de règlement pourrait être retardé.

5 Dispositions additionnelles

Formulaires de proposition

Si nous modifions ou remplaçons la présente police, ses taux ou toute autre disposition, toutes les propositions présentées après cette date sont considérées comme des propositions d'assurance au titre de la police et de la couverture modifiées. Nous établirons les polices conformément aux nouveaux taux et aux nouvelles dispositions. Manuvie, ou un distributeur approuvé par nous, valide toutes les propositions.

Désignation de bénéficiaire

Il n'est pas possible de désigner un bénéficiaire au titre du présent contrat.

Changement de statut de membre Costco

Si le statut de membre Costco du titulaire du contrat change après l'entrée en vigueur du contrat, vous devez communiquer avec nous. Les primes pourraient être rajustées.

Coordination des prestations

Nous suivons les lignes directrices en matière de coordination des prestations établies par l'*Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes* (ACCAP) en ce qui touche les frais engagés à l'étranger et à l'extérieur de la province ou du territoire.

Le présent régime est un régime d'assurance complémentaire qui couvre les frais qui ne sont assurés par aucun autre régime d'assurance ou d'avantages sociaux. Vous devez d'abord soumettre vos demandes de règlement au titre de tout régime gouvernemental. Si vous êtes admissible à des garanties semblables au titre d'une autre police individuelle ou collective, comme une couverture au titre d'une carte de crédit, une assurance automobile, une assurance privée ou une indemnisation des accidentés du travail, vous pouvez coordonner les prestations entre la présente police et ces autres régimes. Le remboursement ne dépassera jamais les frais admissibles que vous avez payés.

Si votre autre régime ne permet pas la coordination des prestations, présentez d'abord votre demande de règlement au titre de ce régime.

Si votre autre régime permet la coordination des prestations, les frais seront répartis au prorata entre les régimes, en fonction des montants qui auraient été versés s'il n'y avait eu qu'un seul régime.

Délai de prescription

Les actions ou instances intentées contre nous pour le recouvrement de sommes assurées au titre du contrat sont irrecevables si elles ne sont pas introduites dans les délais fixés par la *Loi sur les assurances*, ou toute autre loi applicable, ou par la *Loi de 2002 sur la prescription des actions*, de l'Ontario.

Limite de responsabilité

Le versement des prestations est assujéti aux modalités de la présente police. Nous ne sommes pas responsables de ce qui suit :

- la qualité ou les résultats de tout traitement médical, des soins, des fournitures ni des services fournis par un tiers;
- l'indisponibilité de traitements médicaux, de soins, de fournitures ou de services en raison d'une pandémie, d'actes terroristes, d'une guerre ou d'un événement similaire;
- la qualité ou les résultats des services de transport offerts par un tiers;
- tout acte ou toute omission d'un tiers à l'égard de soins, de traitements, de services ou de fournitures;
- omission de votre part à demander ou obtenir un traitement médical.

Fausse déclaration et ajustements

Si, dans les deux ans suivant la date d'effet de la police, une fausse déclaration, une réticence ou un défaut de divulguer des renseignements exacts est constaté au sujet d'une proposition présentée au titre de la présente police, nous avons la possibilité d'annuler la police et de limiter notre responsabilité au montant des primes remboursables.

Si plusieurs personnes sont assurées au titre de la police, nous pouvons annuler l'intégralité de la police ou modifier ou annuler uniquement la couverture de la personne ou des personnes à l'égard desquelles le défaut de divulguer a été commis. Nous maintiendrons en vigueur la couverture des autres personnes assurées au titre de la police, lesquelles ne sont pas tenues de conserver la couverture dans ces conditions.

De plus, nous avons le droit de soustraire le montant de toute demande de règlement que nous avons payée de tout remboursement de primes. Une fois que vous détenez votre couverture depuis plus de deux ans, nous ne pouvons annuler aucune couverture à moins que vous ne commettiez une fraude.

Toute fausse déclaration, toute réticence ou tout défaut de divulguer des renseignements exacts, de façon intentionnelle ou non, dans le cadre des demandes de règlement nous donne la possibilité d'annuler la police ou de vous rendre responsable du montant total de la demande de règlement, ainsi que des frais que nous pourrions engager dans le cadre de notre enquête sur les demandes de règlement en question. Ces frais comprennent les frais juridiques et les services d'un enquêteur privé. Vous et le titulaire de la police (s'il ne s'agit pas de la même personne) devez solidairement nous dédommager à cet égard, et cette obligation est maintenue même après l'annulation de la police.

Polices multiples

Vous ne pouvez pas :

- être couvert au titre de plus d'un régime individuel d'assurance soins médicaux et soins dentaires établi par Manuvie en même temps;
- être couvert au titre de régimes individuels d'assurance soins médicaux et soins dentaires qui sont établis par Manuvie et qui se succèdent, lorsque l'intervalle entre l'établissement du régime subséquent et l'annulation du premier régime est de moins de 24 mois.

Si nous déterminons que vous êtes couvert au titre de plus d'une police en même temps, ou au titre de polices successives, nous pouvons vous en aviser et annuler une, plusieurs ou l'ensemble des polices sans remboursement de primes. Nous pouvons recouvrer les prestations payées au titre de l'une ou l'autre de ces polices.

Attestation d'âge

Nous nous réservons le droit de demander une preuve satisfaisante de l'âge de tout assuré au titre de la présente police. Si une date de naissance est erronée, la date de naissance exacte est utilisée, et les rajustements suivants pourraient être effectués :

- les taux pourraient être rajustés;
- la date de début de la couverture pourrait changer;
- le montant et le type de couverture pourraient être réduits ou annulés;
- les droits ou les prestations prévus au titre de la présente police pourraient être modifiés.

Particularités provinciales

S'il y a lieu, les dispositions décrites dans la présente police seront adaptées pour satisfaire aux exigences minimales de la loi dans votre province ou territoire de résidence.

Nouvelle demande de couverture

En cas d'annulation la présente police, il n'est possible de soumettre une autre proposition d'assurance au titre d'un régime individuel (non collectif) d'assurance soins médicaux de la Manuvie qu'après une période de 24 mois.

Communication de renseignements

En souscrivant la présente police, vous nous autorisez à communiquer tout renseignement nécessaire pour déterminer l'admissibilité aux prestations et effectuer le versement des prestations. Manuvie et ses fournisseurs de services peuvent demander des renseignements pertinents aux médecins, aux infirmiers praticiens, aux dentistes, aux hôpitaux, aux cliniques et aux fournisseurs de services. Notre politique de confidentialité se trouve sur le site manuvie.ca.

Subrogation

Lorsque nous vous versons une prestation ou assumons une responsabilité au titre de la présente police, nous nous réservons le droit de recouvrer des sommes auprès de la partie fautive et, au besoin, d'intenter une poursuite en justice en votre nom. Vous convenez de ne pas porter atteinte à ce droit et de coopérer pleinement avec nous.

Si vous choisissez d'exercer votre droit de recouvrement et d'intenter vous-même une poursuite, vous convenez de nous en informer et de faire tout ce qui est nécessaire pour protéger nos intérêts. Si vous recouvrez des sommes, vous devez d'abord nous rembourser les prestations que nous vous avons versées au titre de la présente police dans le cadre de la demande de règlement, déduction faite d'un montant raisonnable pour les frais juridiques que vous avez engagés.

Renonciation à nos droits

Si nous renonçons à nos droits dans un cas précis, cela ne nous empêche pas d'exercer nos droits si la même situation ou une situation similaire survient plus tard.

SPÉCIMEN

6 Conditions prescrites par la loi

Les conditions prescrites par la loi qui suivent priment sur toute autre disposition au condition du contrat.

avis et preuve de sinistre : le titulaire de la police, une personne assurée ou un bénéficiaire autorisé à faire une demande de règlement, ou tout mandataire agissant au nom de l'un d'eux, doit :

- nous fournir un avis de sinistre par écrit :
 - en remettant l'avis directement à l'Assureur ou en l'envoyant par courrier recommandé au bureau des Marchés des groupes à affinités;
 - en le remettant à un agent autorisé de l'assureur dans la province, au plus tard 30 jours après la date à laquelle une demande de règlement prend naissance au titre du contrat à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une invalidité;
- dans les 90 jours qui suivent la date de survenance du sinistre aux termes du contrat à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une invalidité, nous fournir, dans la mesure du possible, la preuve faisant état des circonstances entourant la survenance de l'accident, de la maladie ou de l'invalidité, et des pertes ainsi occasionnées, la preuve qui atteste du droit du demandeur de toucher le paiement et la preuve qui confirme son âge et l'âge du bénéficiaire, s'il y a lieu;
- si nous l'exigeons, nous fournir un certificat établissant de façon satisfaisante la cause ou la nature de l'accident, de la maladie ou de l'invalidité qui peuvent faire l'objet d'une demande de règlement au titre du contrat, ainsi que la durée d'une telle invalidité.

contrat : la proposition, la présente police, tout document qui y est annexé à son émission et toute modification apportée au contrat et acceptée par écrit après l'émission de la police constituent le contrat intégral et aucun agent n'a le droit de modifier le contrat ou de renoncer à quelque disposition que ce soit.

copie de la proposition : l'assureur est tenu de fournir, sur demande, au titulaire de la police ou à un demandeur au titre du contrat, une copie de la proposition.

défaut de production d'avis ou de preuve : le défaut de donner avis du sinistre ou d'en fournir la preuve dans le délai prescrit par la présente condition légale n'invalide pas une demande de règlement si l'avis est donné ou la preuve fournie dès qu'il est raisonnablement possible de le faire, et en aucun cas, pas plus d'une année après la date de l'accident ou la date à laquelle survient un sinistre au titre du contrat par suite d'une maladie, s'il est démontré qu'il n'était pas raisonnablement possible de donner l'avis ou de fournir la preuve dans le délai prescrit.

éléments d'appréciation du risque : les déclarations faites par le titulaire de la police ou l'assuré lors de la proposition relative à la présente police ne doivent pas être utilisées en défense contre une demande de règlement aux termes de la présente police ou pour annuler la présente police, à moins de figurer dans la proposition ou dans toutes autres déclarations ou réponses écrites données comme preuve d'assurabilité.

résiliation par l'assuré : l'assuré peut, en tout temps, demander que le contrat soit résilié, et l'assureur devra, dès qu'il le pourra après que l'assuré en aura fait la demande, rembourser le montant de la prime que l'assuré a réellement payée et qui excède la prime à courte échéance, laquelle est calculée à compter de la date de la demande en fonction du tableau utilisé par l'assureur au moment de la résiliation.

résiliation par l'assureur : l'assureur peut résilier le contrat en tout temps en envoyant un avis écrit de résiliation à l'assuré, accompagné du remboursement du montant de la prime qui excède la prime proportionnelle pour le temps écoulé du contrat.

L'avis de résiliation peut être remis à l'assuré, ou il peut être envoyé sous pli recommandé à la dernière adresse de l'assuré indiquée dans les dossiers de l'assureur.

7 Termes utilisés dans la présente police

Certains termes employés dans le présent contrat ont un sens particulier et il est important de lire et d'interpréter le présent contrat en tenant compte de ces définitions. Veuillez vous familiariser avec ces termes et leur définition dans les présentes lorsque vous consultez le présent contrat.

accident ou accidentel – événement involontaire, soudain, inattendu et imprévisible attribuable à un événement externe qui entraîne des blessures.

acte terroriste – toute activité comportant de la violence ou une menace de violence, la perpétration ou la menace d'un acte dangereux ou menaçant, ou l'utilisation de la force contre le public, les gouvernements, les organisations, les immeubles, les infrastructures ou les systèmes électroniques. L'intention est de créer un climat de peur au sein de la population, perturber l'économie, intimider ou renverser le gouvernement au pouvoir ou une puissance occupante, ou faire pression sur celui-ci, ou promouvoir des objectifs politiques, sociaux, religieux ou économiques.

affection mineure – toute affection qui n'exige pas :

- la prise de médicaments pendant plus de 30 jours;
- un suivi ou un renvoi à un professionnel de la santé;
- une hospitalisation; ou
- une intervention chirurgicale.

année civile – chaque période de 12 mois débutant le 1^{er} janvier et prenant fin le 31 décembre.

année contractuelle – période de 12 mois suivant la date d'effet de la police, et chaque période de 12 mois par la suite.

année de couverture – chaque période de 12 mois consécutifs suivant la date de la première demande de règlement suivant une garantie au titre de la police.

anniversaire contractuel – mois et jour correspondant à la date d'effet de la police.

appareil orthopédique – support ou appareil rigide ou semi-rigide moulé ou attaché au corps ou à une partie du corps. Cela exclut les appareils orthodontiques utilisés dans le but de corriger une imperfection, une déficience ou un dommage dentaire.

assuré ou personne assurée – maximum de deux personnes âgées de 18 ans ou plus couvertes au titre de la présente police et d'un régime public d'assurance maladie, pourvu que les primes continuent d'être payées. Voir également le terme « personne à charge ».

assuré principal – personne désignée comme proposant principal dans la proposition d'assurance. Cette personne est habituellement le titulaire de la police et est responsable du paiement des primes de la police.

assureur – La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie). La présente police fait aussi référence à « nous ».

autorisé – autorisé par l'autorité ou l'organisme professionnel approprié dans la région où le traitement ou les services sont fournis

blessure – lésion corporelle soudaine qui résulte d'une cause d'origine externe et purement accidentelle, indépendamment de toute maladie ou affection, et nécessitant un traitement médical immédiat.

changement de médication – réduction ou augmentation de la fréquence et du dosage d'un médicament, arrêt d'un médicament ou ordonnance d'un nouveau médicament.

compagnon de voyage – toute personne qui a payé à l'avance l'hébergement ou le transport pour vous accompagner lors d'un voyage couvert.

conjoint – personne couverte par un régime public d'assurance maladie et légalement mariée à vous ou vivant avec vous dans une relation conjugale depuis au moins 12 mois consécutifs.

conseiller clinicien – professionnel autorisé qui fournit des services de consultation pour aider les gens à comprendre des problèmes concernant leur développement personnel et leur santé mentale et les aider à les régler. Le conseiller clinicien doit détenir une certification ou un diplôme dans son domaine qui soit reconnu dans la province où il exerce, et être autorisé ou autorisé par une association de conseillers fédérale ou provinciale.

consulter – demander un conseil ou un traitement à un médecin ou à un autre professionnel de la santé pour tout état, toute blessure, toute maladie ou tout trouble, y compris pour discuter des tests ou des interventions possibles.

contrat – le présent contrat d'assurance, y compris votre proposition d'assurance, les documents que nous y joignons et toute modification ultérieure.

corps médical – médecins, infirmiers praticiens, infirmiers et autres fournisseurs de soins de santé, ainsi que leurs organismes de réglementation, associations et groupes intéressés. Il peut s'agir notamment du ministère de la Santé, de l'Ordre des médecins et chirurgiens et d'organismes provinciaux ou territoriaux et d'associations médicales similaires.

course de vitesse – activité de compétition où la vitesse est le facteur déterminant de réussite.

couverture familiale – vos garanties couvrent un maximum de deux adultes âgés de 18 ans ou plus, ainsi que les enfants admissibles indiqués sur la proposition.

couverture individuelle – les garanties ne couvrent que vous, pas les membres de votre famille.

date d'effet – date à laquelle la couverture au titre de la présente police entre en vigueur. Également appelée « date d'entrée en vigueur ».

date de la proposition – date à laquelle nous recevons la proposition à notre bureau.

demande de règlement – frais admissibles pour une maladie ou une blessure pendant que la présente police est en vigueur, ou le fait de nous présenter une demande de remboursement à l'égard des frais engagés.

demandeur – assuré qui présente une demande de règlement au titre de la présente police.

dentiste, denturologiste – docteur en médecine dentaire autorisé à fournir des services ou des fournitures dans sa région. Il ne doit pas s'agir de vous ou d'un membre de votre famille immédiate.

DIN – numéro d'identification à huit chiffres généré automatiquement et attribué par Santé Canada à un produit pharmaceutique avant sa commercialisation au Canada.

expérimental – service, médicament, traitement ou appareil médical dont l'utilisation au Canada n'est pas autorisée par la Direction générale de la protection de la santé de Santé Canada ou qui n'est pas reconnu comme valable ou acceptable par le corps médical.

fait de guerre – acte hostile ou guerrier, que la guerre soit déclarée ou non, commis en temps de paix ou de guerre par un gouvernement local ou étranger ou un groupe étranger, agitation civile, insurrection, rébellion ou guerre civile.

frais à la charge de l'assuré – frais encourus et payés par un assuré ou en son nom et qui ne sont pas couverts ou remboursables en vertu du présent contrat.

frais admissibles – frais couverts par le présent régime, conformément aux dispositions, aux conditions, aux restrictions et aux exclusions de la police.

hôpital – tout hôpital public autorisé en vertu de la loi sur les hôpitaux publics de la province ou du territoire de résidence, ou reconnu par le ministère de la Santé de la province ou du territoire visés comme hôpital public ou comme centre hospitalier de soins de courte durée dûment autorisé dans d'autres provinces ou territoires. Sauf indication contraire dans le présente police, sont exclus les hôpitaux fédéraux, les hôpitaux privés, les maisons de repos, les maisons de soins infirmiers, les maisons de convalescence, les établissements pour le traitement des maladies chroniques, les hôtels ou les centres d'esthétique corporelle, les foyers pour personnes âgées, les centres de réadaptation et les institutions offrant essentiellement des services d'internement ou de traitement de l'alcoolisme ou de la toxicomanie.

hôpital de soins de courte durée – établissement autorisé et reconnu comme hôpital pour le soin et le traitement des personnes hospitalisées, où un infirmier autorisé (inf. aut.) est toujours en service, et qui comporte un laboratoire et une salle d'opération (sur place ou dans un autre lieu géré par l'hôpital) dans laquelle des interventions chirurgicales sont effectuées par un chirurgien autorisé. Sont exclus tout hôpital ou établissement, ou toute partie de ceux-ci, autorisé ou utilisé principalement comme clinique, établissement de traitement des maladies chroniques ou de soins de longue durée, maison de convalescence, centre de réadaptation, maison de repos, maison de soins infirmiers ou foyer pour personnes âgées, centre d'esthétique corporelle ou centre de traitement de la toxicomanie ou de l'alcoolisme.

hôpital privé – hôpital privé défini au sens de la *Loi sur les hôpitaux privés* (Ontario) et autorisé par le ministère de la Santé, ou hôpital de même vocation situé à l'extérieur de l'Ontario.

hospitalisation – admission dans un établissement autorisé où les patients hospitalisés reçoivent des services médicaux, diagnostiques et chirurgicaux sous la surveillance d'une équipe de médecins ou d'infirmiers praticiens et où se trouve du personnel infirmier autorisé de garde en tout temps.

infirmier – personne autorisée par l'organisme de réglementation, l'ordre ou l'association régissant les soins infirmiers dans la province ou le territoire où elle travaille.

infirmier autorisé – personne qui :

- est titulaire d'un certificat d'infirmier autorisé (inf. aut.) aux termes de la loi sur les professions médicales et paramédicales de sa province ou de son territoire de résidence, ou de toute autre loi similaire; ou
- est autorisée dans une autre région à donner des services équivalents à ceux d'un infirmier autorisé;
- n'est pas un infirmier auxiliaire autorisé (inf. aux. aut.);
- n'est pas vous ou un membre de votre famille immédiate.

infirmier auxiliaire autorisé (inf. aux. aut.) – personne autorisée dans la région où les services sont donnés et qui n'est pas vous ou un membre de votre famille immédiate.

infirmier praticien – infirmier autorisé ayant obtenu un diplôme d'études supérieures en soins infirmiers et détenant un permis d'exercice dans sa province ou son territoire pour :

- fournir des soins directs aux patients pour le diagnostic et la gestion des affections et des maladies;
- prescrire des médicaments;
- demander et interpréter des analyses de laboratoire;
- faire des renvois à des spécialistes;
- il ne doit pas s'agir de l'assuré ou d'un membre de sa famille immédiate.

médecin – docteur en médecine dûment autorisé à pratiquer la médecine et à effectuer des interventions chirurgicales sans restriction dans la région où les services sont fournis. Le médecin traitant ne doit pas être vous ou un membre de votre famille immédiate.

médicament interchangeable – comprend notamment :

- tout produit générique équivalant au médicament de marque qui est jugé interchangeable selon la loi applicable dans la province où l'ordonnance est exécutée;
- un médicament qui contient le même ingrédient actif qui n'a pas été jugé interchangeable dans la province où l'ordonnance est exécutée, mais qui a été reconnu par nous comme étant interchangeable.

membre de la famille immédiate – le conjoint, les enfants, les parents et les frères et sœurs d'une personne assurée.

nécessaire du point de vue médical – soins, services ou fournitures que vous recevez d'un médecin, d'un infirmier praticien ou d'un professionnel de la santé et qui, selon nous :

- sont appropriés, compte tenu des symptômes et des résultats de tests ou du diagnostic et du traitement de votre maladie ou blessure;
- constituent une pratique médicale généralement reconnue au Canada; et présentent un bon rapport coût-efficacité.

Toutefois, le fait que votre médecin ou infirmier praticien prescrive un service ou des fournitures ne signifie pas automatiquement qu'ils sont nécessaires du point de vue médical et qu'ils sont assurés au titre de la police.

numérisation – une image ou un fichier PDF de votre proposition et de tout formulaire d'autorisation préalable applicable, qui sont aussi valides et contraignants que les documents originaux. Cela ne s'applique pas aux reçus, car les originaux doivent être envoyés si on les demande.

pandémie – maladie contagieuse se propageant dans le monde entier et touchant un grand nombre de personnes.

patient hospitalisé – assuré hospitalisé pendant au moins 24 heures consécutives.

période de couverture – nombre de jours de couverture selon l'option choisie.

personne à charge – un enfant indiqué dans la proposition et dont vous êtes responsable en vertu de la loi. Un enfant assuré a moins de 21 ans, n'est pas marié, ne travaille pas à temps plein et dépend financièrement de vous.

perte – lorsqu'un membre est complètement sectionné au niveau de l'articulation du poignet ou de la cheville ou au dessus, ou perte totale et irrévocable de la vue.

pharmacoéconomie – discipline scientifique qui évalue la valeur des médicaments pharmaceutiques, des services cliniques ou des fournitures. Cette discipline comprend notamment les études cliniques, l'analyse des risques, la valeur économique et les incidences des coûts des médicaments sur les régimes. Les études pharmacoéconomiques servent à guider la répartition optimale des ressources de soins de santé, d'une façon normalisée et basée sur des données scientifiques, selon les modalités fixées par Manuvie.

police – la présente police d'assurance, y compris votre proposition d'assurance, les documents que nous y joignons et toute modification ultérieure.

pourcentage de remboursement – pourcentage des frais que nous remboursons à l'égard des prestations admissibles.

professionnel de la santé – tout professionnel de la santé autorisé dont la profession est réglementée et dont les tâches consistent à fournir des traitements, des conseils, des consultations, des diagnostics ou des services en cas d'hospitalisation. Il ne doit pas s'agir de vous ou d'un membre de votre famille immédiate.

raisonnables – en ce qui a trait aux frais, frais habituels pour un produit ou gamme de frais habituels facturés par des fournisseurs ayant une expertise semblable.

raisonnables, habituels et normaux – en ce qui a trait aux frais :

- désigne les frais habituels pour un service donné ou fourni par un fournisseur;
- « raisonnables » signifie que les frais correspondent aux honoraires et tarifs qui seraient normalement facturés en l'absence d'une couverture au titre du présent contrat;
- « habituels » s'entend d'une gamme de frais normalement facturés par des fournisseurs ayant une expertise et des services comparables.

régime public d'assurance maladie – tout régime ou arrangement fourni par un organisme gouvernemental canadien (sauf dans la province de Québec) ou sous la supervision de celui-ci pour couvrir ou rembourser les frais engagés pour des services ou des fournitures médicaux, entre autres le régime d'assurance maladie de votre province ou territoire de résidence, les programmes de soins à domicile, le programme des appareils et accessoires fonctionnels et la Loi sur les accidents du travail ou une loi similaire de votre province ou territoire de résidence. Toutefois, le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI) n'est pas considéré comme un équivalent pour le remplacement du régime public d'assurance maladie.

résident – personne qui :

- possède une carte d'assurance maladie provinciale valide;
- a une résidence permanente au Canada;
- a été au pays pendant au moins 183 jours au cours des 12 derniers mois.

titulaire de la police – la personne à qui la présente police a été délivrée et avec qui nous avons conclu un contrat d'assurance.

traitement – toute mesure médicale, thérapeutique ou diagnostique raisonnable prescrite par un dentiste, un médecin, un infirmier praticien ou un autre professionnel de la santé sous quelque forme que ce soit. Cela comprend les médicaments prescrits, tests diagnostiques raisonnables, hospitalisations, interventions chirurgicales ou autres soins médicaux prescrits ou recommandés et directement liés à la maladie, au symptôme ou au problème.

urgence – maladie ou blessure accidentelle grave, imprévue ou imprévisible, qui entraîne la maladie ou des lésions corporelles accidentelles chez la personne assurée.

véhicule – automobile, motocyclette, autocaravane, camion, véhicule récréatif et tous les véhicules de classes A, B et C de moins de 11 mètres ou 36 pieds qui ne sont pas autorisés à transporter des passagers payants.

voyage – toute excursion effectuée à l'extérieur de votre province ou territoire de résidence pendant que le présent contrat est en vigueur.

SPÉCIFIQUEMENT

Assurances établies par La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie)

ServiceSécurisé, Manuvie, Manuvie & M stylisé et le M stylisé sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie) et sont utilisées par elle, ainsi que par les sociétés de son groupe sous licence.

© La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (Manuvie), 2021. Tous droits réservés.

P.O. Box 670, Stn Waterloo, Waterloo (Ontario) N2J 4B8, 1 866 707-4922 manuvie.ca

Des formats accessibles et des aides à la communication sont offerts sur demande.

Rendez-vous à l'adresse manuvie.ca/accessibilite pour obtenir de plus amples renseignements.

